

La mobilité

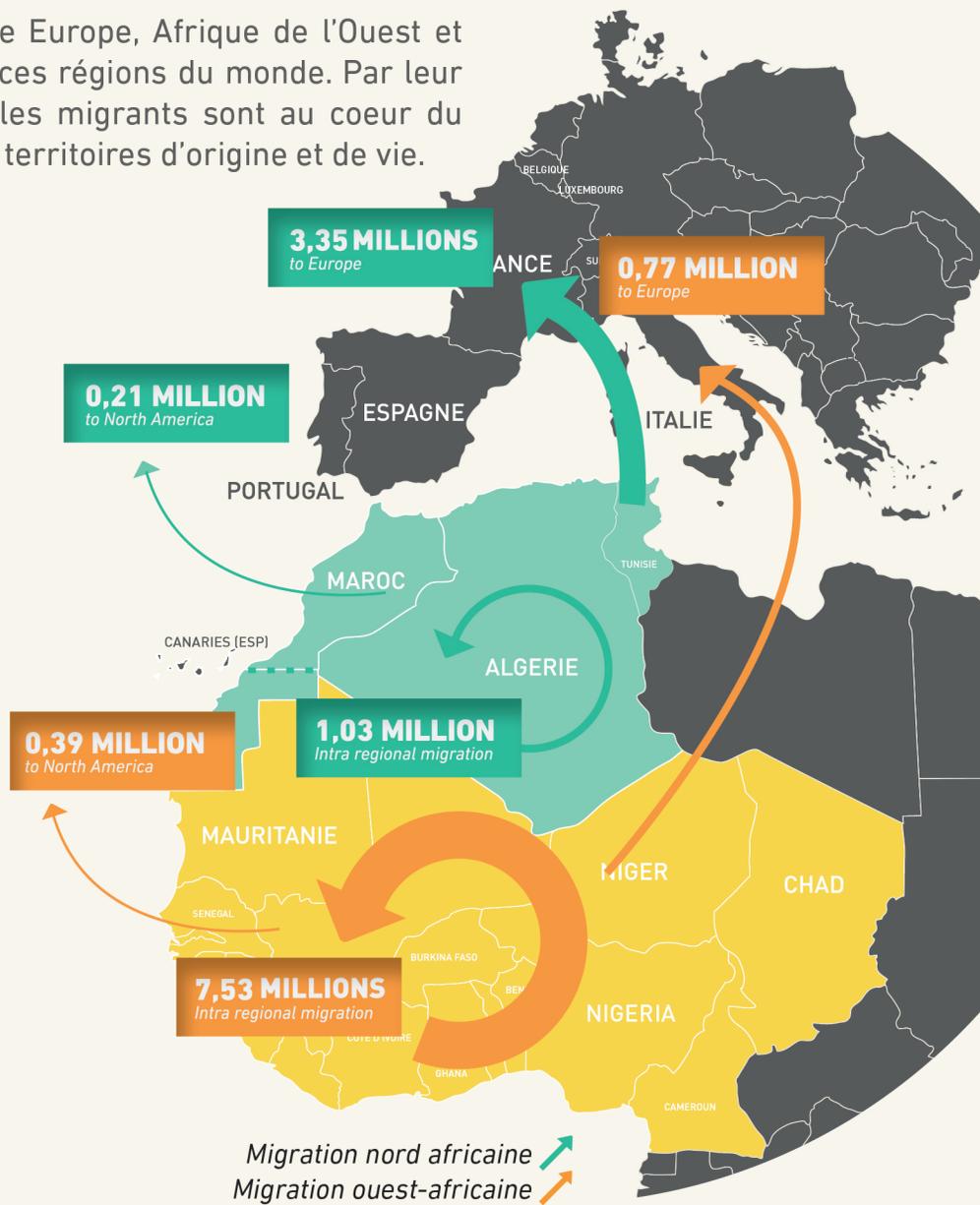
au cœur des processus de développement entre l'Europe et l'Afrique

En Afrique de l'ouest, une mobilité régionale qui prédomine

Les mobilités internationales entre Europe, Afrique de l'Ouest et Maghreb ont tissé des liens entre ces régions du monde. Par leur double appartenance territoriale, les migrants sont au cœur du dialogue et de la coopération entre territoires d'origine et de vie.

À l'image des Européens qui émigrent en priorité au sein de l'Union européenne, les ouest-Africains sont davantage mobiles à l'échelle régionale: près de 90% émigrent vers un autre pays ouest-africain.

En revanche, les dynamiques migratoires vers l'Europe restent les plus soutenues à l'échelle du Maghreb. Cela s'explique en partie par la proximité géographique et historique qui existe entre ces deux régions du monde.

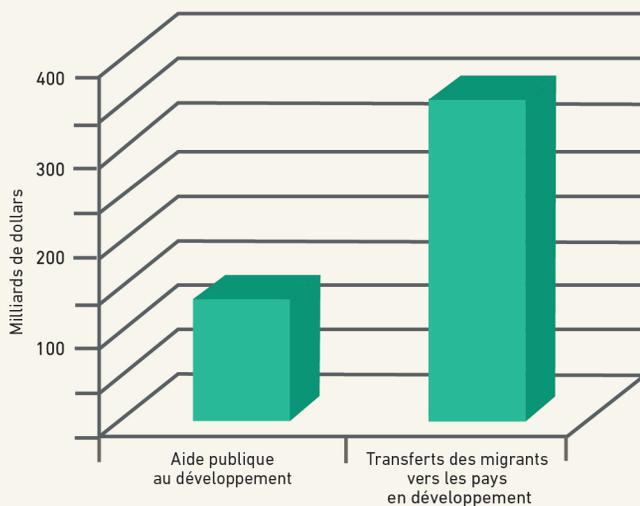


La migration est un facteur de dialogue et de coopération entre pays

Les migrants sont des acteurs à part entière de la solidarité internationale. Dans certains pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique centrale, la diaspora est considérée comme l'une des principales ressources pour accompagner les dynamiques de développement: solidarité familiale, soutien à l'éducation et à la santé, appui aux initiatives économiques, financement de projets communautaires...

Pourtant, leurs actions restent méconnues...

En 2011, les transferts des migrants vers les pays en développement ont été **2,5 FOIS SUPÉRIEURS** à l'aide Internationale des Etats et Institutions internationales



En constante progression, les transferts des migrants vers les pays en développement ont atteint la somme de 351 milliards de dollars en 2011, soit plus de 2,5 fois l'aide consentie par les Etats et les organismes de coopération internationale (Banque mondiale, PNUD, Union européenne¹).

Si une part importante de ces transferts se fait au bénéfice des proches restés au pays (solidarité lors de coups durs, participation aux frais domestiques, financement des études...), environ 1/3 est investi dans des projets individuels ou collectifs contribuant au développement social et économique des pays.

« Avertissement : les limites administratives représentées sur les cartes n'ont pas de valeur juridique. Elles n'impliquent ni adhésion, ni acceptation officielle de la part du Grdr et de ses partenaires »

1 • En 2011, les apports nets d'aide publique au développement (APD) versés par les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE se sont chiffrés à 133 milliards de dollars, en recul par rapport à 2010 (source OCDE).

La mobilité

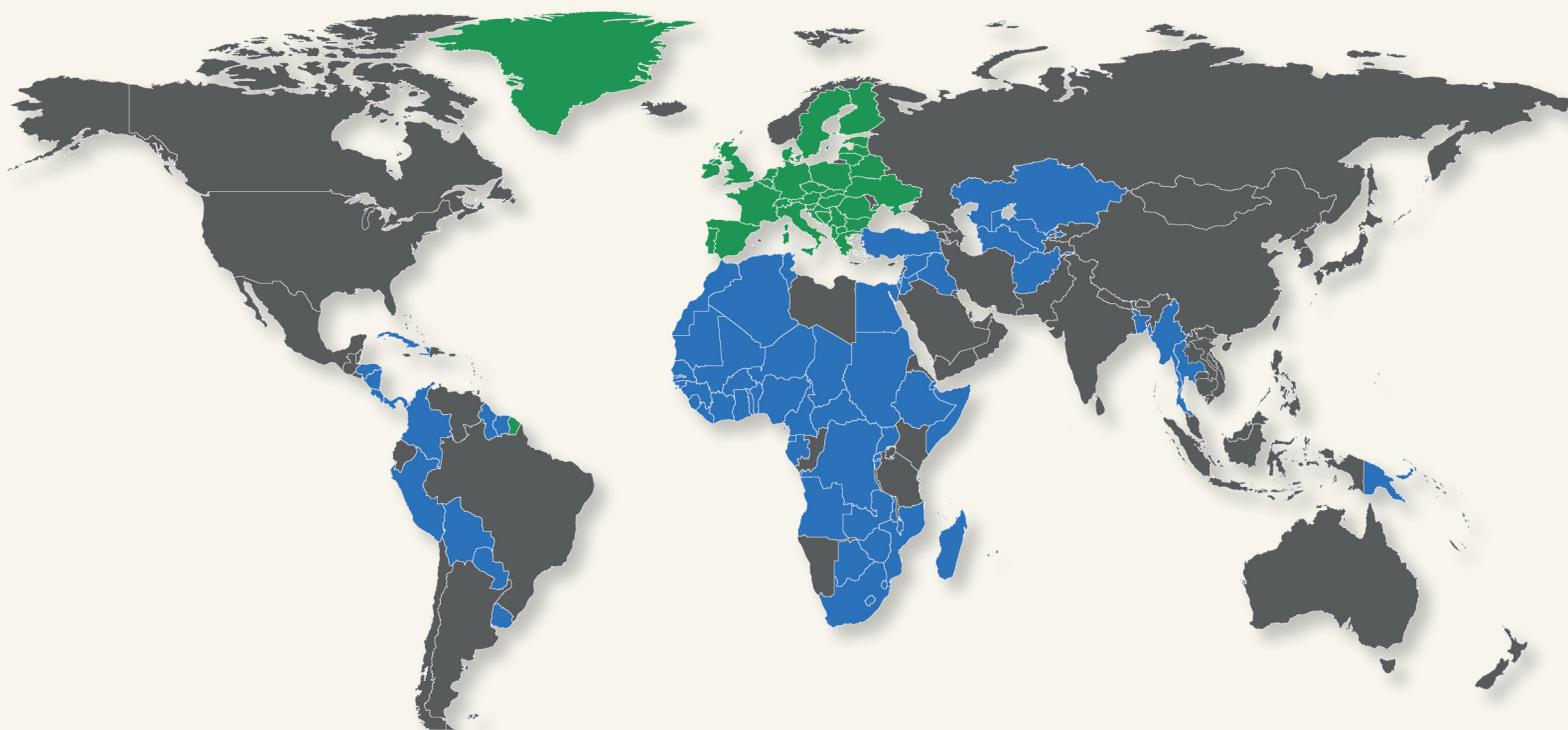
au cœur des processus de développement
entre l'Europe et l'Afrique

Politique migratoire à l'échelle de l'Europe :

La coopération internationale au service
des politiques migratoires ?

L'aide au développement est un vecteur de coopération et de dialogue entre les territoires et entre les pays. Elle participe au rapprochement des acteurs (associations, entreprises, collectivités...) et des populations issues de pays différents. Pourtant, cet état de fait ne se vérifie aucunement dans la politique de circulation des individus entre pays européens et pays en développement.

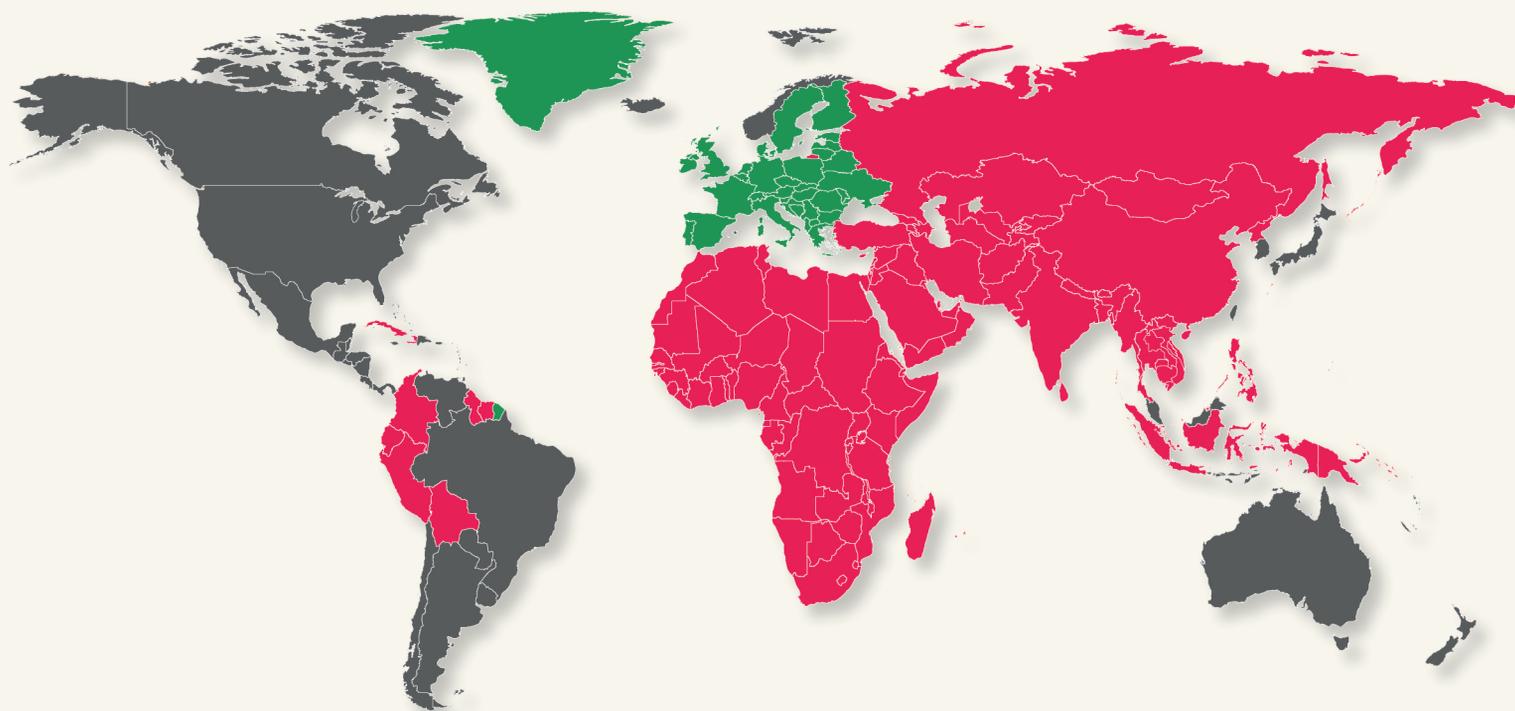
Principaux pays bénéficiaires de l'aide de l'Union européenne



■ Pays membres de l'Union européenne ■ Principaux pays bénéficiaires de l'aide de l'Union européenne (parmi les 5 premiers partenaires)

Source: OCDE 2010 (Union européenne, Examen CAD par les pairs, OCDE 2012)

Politique des visas à l'échelle de l'Europe



■ Pays membres de l'Union européenne ■ Pays pour lesquels l'accès à l'Union européenne nécessite un visa

Source: Migreurop 2012

La mobilité

au cœur des processus de développement entre l'Europe et l'Afrique

L'aide au développement

est-elle instrumentalisée comme moyen de pression sur les dynamiques migratoires ?

Savez-vous ce que sont les accords de réadmission ?

Il s'agit d'accords sur la politique migratoire négociés entre pays.

À titre d'exemple, en 2008, l'Espagne a signé un accord de réadmission avec le Cap Vert qui précise les conditions dans lesquelles des ressortissants capverdiens en situation irrégulière peuvent être expulsés en direction de ce pays.

La France, l'Italie et même l'Union européenne ont signé des accords de cette nature avec des pays partenaires. En France, un ministère a même été créé pour le traitement des questions liées aux migrations et au codéveloppement.²

Le saviez-vous ?

La signature d'accords de réadmission entre deux pays a souvent été accompagnée d'une réflexion sur la politique de coopération au développement entre les deux pays, suggérant qu'il y aurait un lien entre migration et pauvreté.

Pourtant, l'idée que le développement contribuerait à freiner les migrations ne se vérifie pas.

Sur un temps court (10-20 ans), on observe l'inverse : le développement a tendance à accroître les dynamiques migratoires!³

Parce qu'elle est susceptible d'améliorer les conditions d'éducation, de favoriser la circulation de l'information, d'accroître les capacités financières, l'aide au développement est un facteur de mobilité entre des territoires, d'autant plus lorsque ces territoires sont liés par un passé commun et une coopération ancienne.

LES OMD

En 2000, sous l'impulsion des Nations-Unies, l'ensemble des pays de la planète a approuvé un plan visant à répondre aux besoins des populations les plus vulnérables à travers le monde: les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Les 8 objectifs alors définis devaient répondre aux grands enjeux humanitaires du monde: réduction de l'extrême pauvreté, accès à la santé et à l'éducation, égalité des sexes, préservation de l'environnement...

Ce cadre, en cours d'évaluation, a guidé les politiques de développement ces 15 dernières années. L'apport des migrations dans la réalisation de ces OMD est peu comptabilisé dans le calcul des progrès réalisés par les Etats entre 2000 et 2015.

Pourtant, la contribution des diasporas a été considérable pour lutter contre l'extrême pauvreté dans des zones enclavées où les moyens nationaux et l'aide internationale n'avaient que peu de prise.



???

EN AFRIQUE DE L'OUEST, LE SALAIRE MINIMUM MENSUEL OSCILLE ENTRE UN PEU PLUS DE 30 000 FCFA (BURKINA FASO, MALI, MAURITANIE, NIGER) ET 60 000 FCFA (CÔTE D'IVOIRE, NIGERIA), SOIT ENTRE 46 ET 92 EUROS...

Ces conditions restent relativement privilégiées : tous les travailleurs de ces pays ne bénéficient pas de ces revenus et des avantages qui y sont liés (sécurité sociale, cotisations retraite...), l'emploi informel restant prédominant dans l'ensemble des pays d'Afrique de l'ouest.

SELON VOUS :

-1-

Une augmentation de salaire serait-elle suffisamment incitative pour ne plus souhaiter accéder à des conditions de vie plus confortables ?

-2-

Sachant que les parcours migratoires à travers le Sahel coûtent cher (plusieurs milliers d'euros) et sont risqués, pensez-vous qu'un Burkinabè ou Sénégalais de classe populaire a l'opportunité de migrer à travers les continents ?

2 • Il s'agissait du Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement, créé le 18 mai 2007 et supprimé le 13 novembre 2010. Entre-temps, le terme de « codéveloppement » a été remplacé par « développement solidaire ».

3 • Jérôme Audran. « Gestion des flux migratoires : réflexions sur la politique française de codéveloppement ». 2008

La mobilité

au cœur des processus de développement entre l'Europe et l'Afrique

Prendre la parole pour **affirmer** sa vision du développement et **combattre** les idées reçues sur les liens Migration & Développement

Ces dernières années, de nombreux acteurs de la coopération, notamment les collectivités, ont revu à la baisse leurs engagements à l'international ou limitent leur communication sur ce sujet.

Pourtant, il est plus que jamais nécessaire de réaffirmer son engagement dans la solidarité internationale et lutter contre les tentations de repli sur soi.

La coopération internationale évolue : les rapports déséquilibrés entre un Nord « développé » aidant un Sud « en développement » laissent place à une coopération plus équilibrée, basée sur la recherche de solutions partagées face à des enjeux communs qui servent les intérêts des populations « ici » en Europe et « là-bas » en Afrique, Amérique ou Asie.



Vouloir cacher la coopération internationale que l'on mène ou se réfugier derrière un faux prétexte, en évoquant par exemple la lutte contre les migrations, c'est une erreur. Dans un contexte économique et social compliqué, il faut être courageux : il est important de communiquer sur les actions de solidarité internationale et montrer ce qu'elles apportent dans le développement des territoires, ici comme là-bas.

Khamsa est engagé dans le réseau régional MultiCooLor qui regroupe les acteurs lorrains de la solidarité internationale pour sensibiliser autour de ces enjeux.

Au sein de l'association Khamsa, nous sommes convaincus que notre engagement au Maroc est également bénéfique pour nos territoires d'action en France, particulièrement en Meurthe-et-Moselle.

C'est en tout cas le sens que nous donnons à nos projets : agir ici et là-bas.



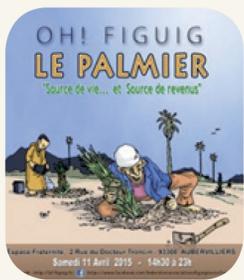
Abdellatif Mortajine,
vice-Président de Khamsa



La mobilité

au cœur des processus de développement entre l'Europe et l'Afrique

Les acteurs migrations & développement actifs dans les territoires d'origine et dans les territoires de destination



FRANCE

Fédération Figuig
Événement sur le DD
Aubervilliers – Figuig



FRANCE

Association Guidimakha Danka France
Sensibilisation en milieu scolaire
Ateliers éco-parlement des écoliers (Saint-Denis)

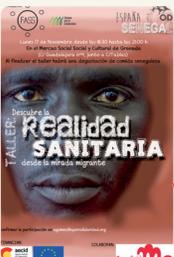


FRANCE

Association des Travailleurs Maghrébins de France
Lutte contre les discriminations
Festival à Forbach

MAROC / FRANCE

Réseau IDD
Revue IDD infos
Publication trimestrielle
Diffusion à 400 exem-



ESPAGNE

Association Fass
Médiation socio-culturelle
Atelier partage d'expériences
Santé en Espagne et au Sénégal



ITALIE

Association Sopra i Ponti Festival «langue maternelle»
Journée culturelle UNESCO de la langue maternelle



ESPAGNE

Association ACME
Projet Fassoton Murcia
Documentaire «5 voix»
avec témoignages et parcours

CANARIES (ESP)

RABAT
MAROC

MALI

DAKAR
SENÉGAL

BAMAOKO



ITALIE

Association Sopra i Ponti et Sunugal
Sensibilisation et partenariat
La caravane du co-développement



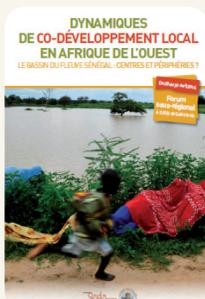
MALI

Association Promede
Accès à l'éducation
et lutte contre l'échec scolaire
(Bandiougoula, Mali)



MAROC

Réseau IDD
Résonance Nord-Sud
Lutte contre les discriminations
dans les territoires au Maroc



SÉNÉGAL

Associations Faderma et Caderkaf
Sensibilisation OMD à l'initiative du Grdr
Forum à St Louis (Sénégal)



FRANCE - MALI / ESPAGNE - SÉNÉGAL

Association Kandéma (Espagne) / Fédération Caderkaf (France)
Intermédiaire de coopération décentralisée
Projet socio-sanitaire (Sédiou/Catalogne)
Électrification solaires de 30 centres de santé communautaires (Kayes / Ile de France)

La mobilité

au cœur des processus de développement entre l'Europe et l'Afrique

Qui sont *les acteurs* migration & développement ?

Il s'agit tout simplement d'associations qui ont comme particularité de travailler sur les dynamiques qui existent entre des territoires parfois distants de milliers de kilomètres mais liés par les échanges humains, culturels et de coopération qu'ils entretiennent.

On parle de codéveloppement !



Ces associations sont actives dans de nombreux domaines en Europe comme dans le reste du monde : insertion sociale et professionnelle, solidarité internationale, promotion culturelle...

Bien souvent, il s'agit de personnes immigrées en Europe et originaires d'un même village, d'une même région ou d'un même pays et qui ont fait le choix de se regrouper en association.

Au sein de ces associations, les membres créent des réseaux de solidarité pour venir en aide en cas de besoin : rapatriement au pays du corps d'un défunt, soutien financier en cas de coup dur comme la perte d'un emploi ou un souci familial... Ils s'organisent également pour contribuer au développement du territoire dont ils sont originaires.

Pour cela, ils mutualisent une partie de leur épargne pour financer des projets religieux (église, mosquée...), sociaux (éducation, santé, accès à l'eau...) et économiques (banque de céréales, appui à l'agriculture...).



Lorsque **350 MIGRANTS** se décident à financer
UNE ADDUCTION EN EAU POTABLE
dans un village (environ 350 000 euros),
il leur est demandé à chacun une contribution
mensuelle de l'ordre de **85 EUROS**
pendant un an... **GÉNÉREUX ET ALTRUISTE**, non ?

Les migrants

Des acteurs engagés dans le développement des territoires d'origine

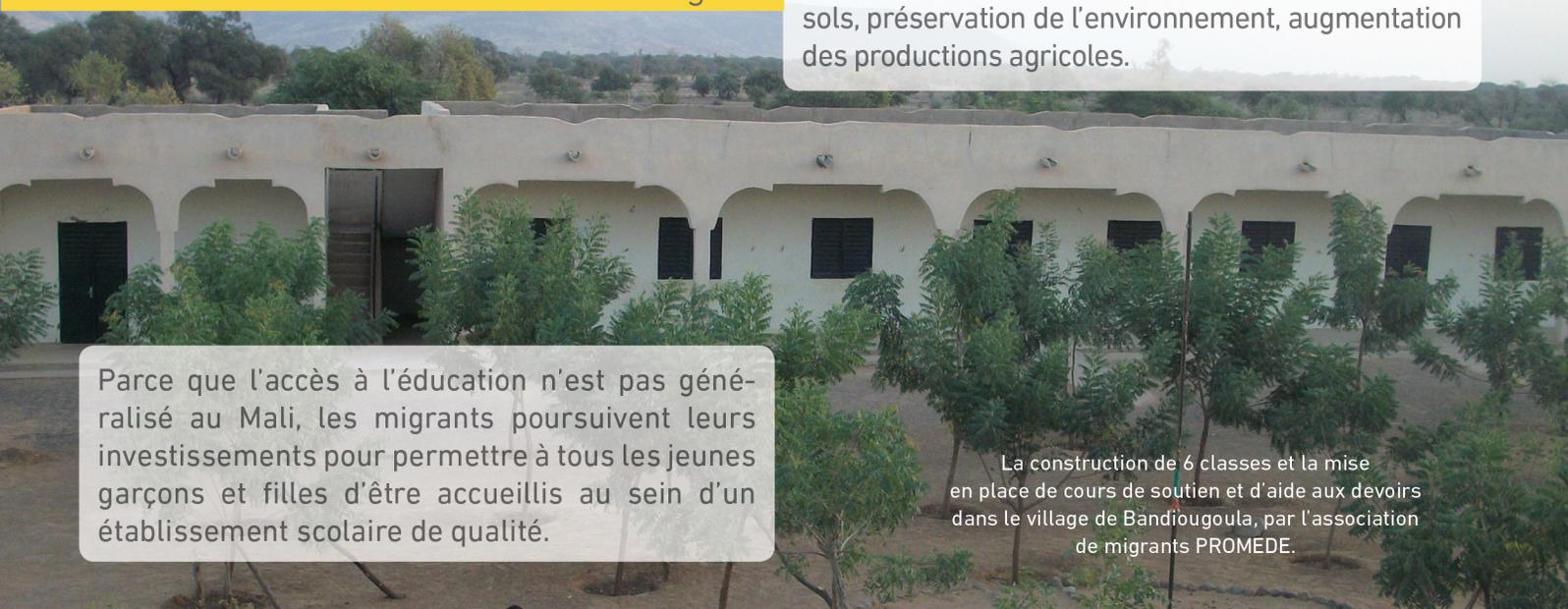
La réalisation d'un barrage à Sandaré au Mali, financé par l'Association des ressortissants de Sandaré en France, en partenariat avec France Aide et Essonne Sahel.



Contribuer au développement des territoires d'origine

La gestion durable des ressources en eau est un enjeu fort pour les pays sahéliers confrontés aux phénomènes de désertification et de surexploitation des ressources naturelles, dans un contexte de forte croissance démographique. Conscients de ces risques, les migrants ont particulièrement investi ce champ d'action.

La construction de barrages de rétention participe au développement des territoires : conservation des sols, préservation de l'environnement, augmentation des productions agricoles.



Parce que l'accès à l'éducation n'est pas généralisé au Mali, les migrants poursuivent leurs investissements pour permettre à tous les jeunes garçons et filles d'être accueillis au sein d'un établissement scolaire de qualité.

La construction de 6 classes et la mise en place de cours de soutien et d'aide aux devoirs dans le village de Bandiougoula, par l'association de migrants PROMEDE.

Agir

en faveur du développement économique

Soucieux du désenclavement de la partie orientale du Sénégal, les ressortissants de la région vivant au Sénégal et à l'étranger (notamment en Europe) se sont regroupés en actionnariat pour créer en 2009 la société anonyme Niokolo Transport SA dont l'ambition est de lever les entraves à la circulation pour réduire les coûts de transport et promouvoir les échanges économiques dans cette région et dans la sous-région. Cette initiative a regroupé près de 300 actionnaires, principalement issus de la diaspora Niokolaise résidant en Europe.



DYNAMIQUES DE CO-DEVELOPPEMENT LOCAL EN AFRIQUE DE L'OUEST

LE BASSIN DU FLEUVE SÉNÉGAL - CENTRES ET PÉRIPHÉRIES ?



Améliorer

la compréhension des territoires et des enjeux de développement

A Saint-Louis (au Sénégal), le Grdr a organisé un forum d'échange sur la question des mobilités humaines dans le bassin du fleuve Sénégal (Mauritanie, Mali, Sénégal) pour mieux comprendre l'impact des mobilités humaines sur le développement des territoires.

Acteurs locaux, chercheurs, associations de solidarité internationale, représentants des diasporas installés en Europe étaient présents pour réfléchir sur les dynamiques de développement en lien avec les mobilités humaines qui caractérisent cette région du monde.

Lutter

contre la discrimination

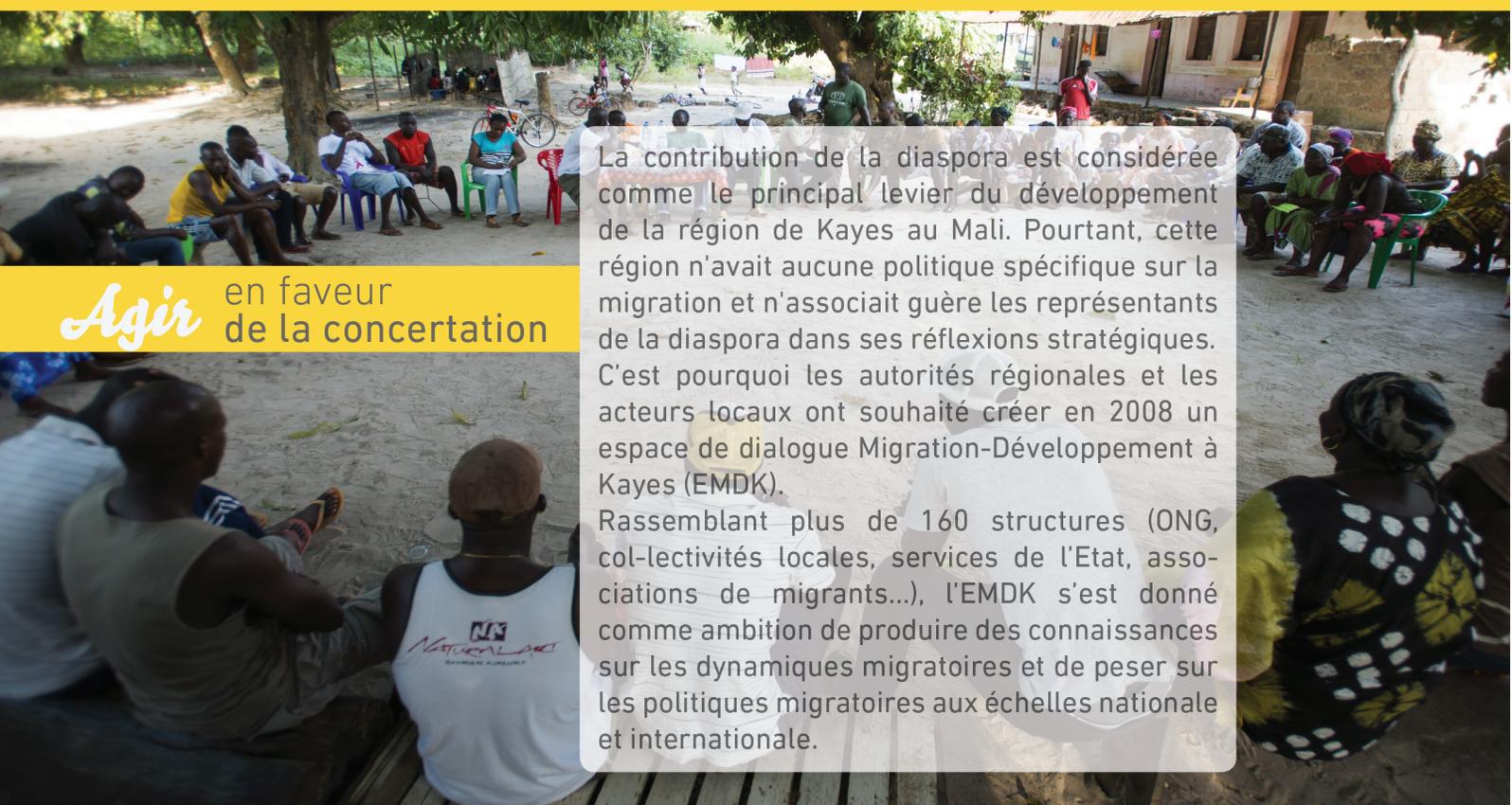
Lorsque l'on réside à l'étranger, on est davantage confronté à des situations de discrimination liée à ses origines. Cet apprentissage douloureux conduit certaines personnes immigrées à s'engager dans la lutte contre les discriminations dans leur pays d'origine. Le Réseau IDD et la Fédération des associations de Figuiers en France ont soutenu le collectif des « Papiers pour tous » pour sensibiliser contre le racisme et les préjugés portés sur les immigrés au Maroc. Baptisée « Je ne m'appelle pas Azzi » (« Azzi » étant utilisé pour qualifier une personne de couleur noire), cette campagne vise à sensibiliser aux discriminations auxquelles peuvent être confrontées les personnes originaires d'Afrique subsaharienne et résidant au Maroc.



Les migrants

Des acteurs engagés

dans le développement des territoires d'origine



Agir en faveur de la concertation

La contribution de la diaspora est considérée comme le principal levier du développement de la région de Kayes au Mali. Pourtant, cette région n'avait aucune politique spécifique sur la migration et n'associait guère les représentants de la diaspora dans ses réflexions stratégiques. C'est pourquoi les autorités régionales et les acteurs locaux ont souhaité créer en 2008 un espace de dialogue Migration-Développement à Kayes (EMDK).

Rassemblant plus de 160 structures (ONG, collectivités locales, services de l'Etat, associations de migrants...), l'EMDK s'est donné comme ambition de produire des connaissances sur les dynamiques migratoires et de peser sur les politiques migratoires aux échelles nationale et internationale.

Des acteurs aux multiples compétences...

Le radar des

des émigrés, des immigrés et des « migrants de retour »

Quels sont les indicateurs d'impact des mobilités sur le changement social, économique et culturel des territoires d'origine et d'accueil ?

TRANSFERTS MATÉRIELS



TRANSFERTS IMMATÉRIELS

L'engagement

associatif et citoyen des migrants en Europe

Une réflexion

sur les pratiques de **codéveloppement** là-bas,
pour **animer** des actions de sensibilisation ici

En France, en Espagne et en Italie, des associations de migrants ont participé à un processus de renforcement de leurs compétences dans l'animation de temps de sensibilisation.

QUEL MESSAGE TRANSMETTRE ? À QUI ?

Construire ses messages de sensibilisation nécessite de réfléchir sur ses actions dans la solidarité internationale et de voir quelles sont les thématiques à privilégier au regard des besoins prioritaires et du contexte international.

COMMENT ANIMER UNE ACTION DE SENSIBILISATION ?

QUELS OUTILS UTILISER ?



1 Éliminer
l'extrême pauvreté et la faim

2 Assurer
l'éducation primaire pour tous

5 Améliorer
la santé maternelle

6 Combattre
le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies

7 Préserver
l'environnement

Des animations citoyennes

à la **rencontre** des populations
et des partenaires

L'ASSOCIATION SUNUGAL a construit ses messages de sensibilisation autour des enjeux du développement rural (notamment l'accaparement des terres) et de la protection de l'environnement. Fort de ces premières expériences de concertation sur la durabilité environnementale et la sécurité alimentaire, Sunugal a lancé « *la Caravane du codéveloppement entre Italie et Sénégal* » du 17 au 31 octobre 2014.

Cette initiative a permis aux représentants de l'association en Italie et au Sénégal, accompagnés de l'**ONG GAO**, d'aller à la rencontre du public et des acteurs locaux dans toute l'Italie et d'apporter un témoignage sur les enjeux environnementaux au Sénégal.

Pour les collectivités, la rencontre avec les bénéficiaires de l'action de Sunugal était un enjeu fort pour légitimer la coopération et le soutien qu'elles apportent.

En effet, *La Caravane* s'est voulu un événement de mobilisation des collectivités (Municipalités de Milan, Treviglio, Cremona, Cosenza), des associations et réseaux associatifs, des organisations de migrants, des fondations, des universités...

Cette sensibilisation itinérante a permis à l'association de développer son réseau partenarial en impliquant davantage les collectivités dans ses actions de codéveloppement.



L'engagement

associatif et citoyen des migrants en Europe

Un acteur parmi d'autres

dans le paysage de la solidarité, au côté
des collectivités et des réseaux associatifs

Sensibiliser à la solidarité internationale
pour décloisonner les acteurs



Au cours des Solidays 2015, associations de migrants, ONG et acteurs du développement durable se sont retrouvés sous une même bannière: «Migration et Développement» pour animer collectivement un stand au sein de l'espace dédié à l'Année Européenne du Développement.

Parmi elles : l'association **4D**, le **CRID**, la **FACD**, le **FORIM**, le **Grdr** et le réseau **IDD**.

Communiquer sur des problématiques communes :
le festival «Langue maternelle». Février 2015

Les associations **Sopra i Ponti**, **OMCVI** et **Questa à Roma** en collaboration avec l'ONG **GAO**, ont organisé en Italie le Festival «La langue maternelle entre l'art, la culture et la musique» pour célébrer la 15^{ème} journée de la langue maternelle lancée par l'**UNESCO**.

Le but de la journée: reconnaître la valeur de la diversité culturelle dont la multiplicité des langues est un aspect crucial.

Organisée sur 3 jours entre Rome et Bologne, cette initiative a promu la réflexion, la discussion et l'information sur la langue maternelle et la valeur de la diversité linguistique.

Cet événement a permis de renforcer les relations partenariales avec de nombreuses structures locales: Municipalités, bibliothèques, centres interculturels...

Le travail porte déjà ses fruits: pour la première fois en Italie, la dimension «langue maternelle» a été intégrée dans un document officiel.



Les migrants, des contribuables européens comme les autres

ON ENTEND SOUVENT

que les migrants pèsent considérablement sur les systèmes de solidarité des pays européens, sous prétexte qu'il s'agirait des personnes vulnérables et pauvres.

Dans le même temps, on déplore la fuite des cerveaux qui nuit considérablement au développement des pays les plus pauvres.

N'EST-CE PAS CONTRADICTOIRE ?

Les migrants pèsent sur les systèmes de solidarité des pays européens...

VRAI

si on entend par là qu'ils bénéficient de prestations sociales au même titre que les autres habitants.

FAUX

si on entend par là qu'il est démontré que la population migrante a un impact négatif sur les finances publiques des Etats européens.

Rapport « Migrations et protection sociale : étude sur les liens et les impacts de court et long terme ». Juillet 2010.
Xavier Chojnicki, Cecily Defoort, Carine Drapier, Lionel Ragot.

Considérer La migration comme un dialogue entre territoires

Concrètement, cela donne quoi ?

L'association **KHAMSA** membre du réseau **IDD** a construit son projet associatif autour de son souhait d'intervenir aussi bien en France, dans la région Lorraine, qu'au Maroc, sur l'ensemble du territoire national.

Cet engagement a favorisé le rapprochement entre le Département de Meurthe-et-Moselle (France) et le Conseil provincial de Sidi Kacem (Maroc).

Si la coopération internationale est à la base des relations partenariales tissées avec le Département de Meurthe-et-Moselle, c'est aujourd'hui sur l'ensemble des activités mené en Lorraine et au Maroc que reposent les liens entre l'association et le Département.

Cela se matérialise par une coopération de territoire à territoire équilibrée où les actions sont co-construites au bénéfice des populations de Sidi Kacem et de Meurthe-et-Moselle.



LE PROJET

« **CHAQUE ENFANT EST UNIQUE** »

visé autant à améliorer les conditions d'accueil et de prise en charge des enfants abandonnés à Sidi Kacem qu'à renforcer les travailleurs sociaux dans leur travail en Meurthe-et-Moselle.



Sensibiliser

au côté des acteurs locaux

En 2015, des associations françaises, italiennes et espagnoles engagées sur les dynamiques de codéveloppement entre Europe et Afrique ont édité un guide à destination des acteurs locaux pour les inciter à interagir avec les populations sur les thèmes de la migration et de la solidarité internationale.

Ce guide vise ainsi à renforcer les liens entre collectivités locales et leurs partenaires pour proposer des animations locales de sensibilisation autour des enjeux du développement.



Discuter des préjugés sur les liens entre migrations et développement ?

Parce que les liens qui existent entre la migration et le développement sont généralement peu connus, ils souffrent de certaines idées reçues, comme par exemple que la migration concernerait avant tout les populations les plus pauvres ou qu'elle aurait un impact négatif sur les finances des pays européens.

Toujours en 2015, les mêmes associations en France, en Espagne et en Italie ont ouvert une réflexion sur ce sujet, afin de remettre en contexte ces préjugés au regard de faits et chiffres avérés.

Un guide intitulé « **5 idées reçues à déconstruire sur les liens migrations et développement** » a été réalisé à cet effet.

IL PARAÎT QUE...

LA MIGRATION CONCERNE LES PAUVRES

STOP !!

5 IDÉES REÇUES À DÉCONSTRUIRE



Avec le soutien financier de

